

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

INSTRUCTION N° 5226/DEF/SGA/DAJ/CX/CPJ
relative à la protection juridique des agents du ministère de la défense.

Du 30 mai 2005

INSTRUCTION N° 5226/DEF/SGA/DAJ/CX/CPJ relative à la protection juridique des agents du ministère de la défense.

Du 30 mai 2005

NOR D E F D 0 5 5 1 2 0 9 J

Pièce(s) Jointe(s) :

Sept annexes.

Texte abrogé :

Instruction 4011 /DEF/CAB du 22 mars 2002 (BOC, p. 1811).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 460.2.6.

Référence de publication : BOC, 2005, p. 3480.

L'instruction précédente nécessitait d'être renouvelée pour tenir compte de quatre facteurs :

- l'élargissement du champ de la protection juridique, opéré par la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 (n.i. BO, JO du 19, p. 4761) pour la sécurité intérieure et loi 2005-270 du 24 mars 2005 (mention au BOC, p. 2534) portant statut général des militaires, à la famille des militaires et de certaines catégories de personnel civil ;
- la déconcentration de l'octroi de la protection juridique, mise en place par l'arrêté du 11 mars 2003 ;
- les précisions apportées par la jurisprudence récente ;
- l'entrée en vigueur, à compter du 1er juillet 2005, de la loi 2005-270 du 24 mars 2005 portant statut général des militaires.

La présente instruction se substitue à l'instruction 4011 /DEF/CAB du 22 mars 2002 relative à la protection juridique des agents du ministère de la défense qu'elle abroge. Elle a pour objet de rappeler les fondements de la protection juridique, d'en préciser le contenu et les conditions de mise en oeuvre.

1. LA PROTECTION JURIDIQUE PROTÈGE LES AGENTS PUBLICS DANS L'EXERCICE DE LEUR MISSION.

1.1. Fondement juridique.

La protection juridique est organisée :

1.1.1. Pour le personnel civil, par les articles 11 et 11 bis A de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 (BOC, p. 4545) modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires (avec extension aux agents civils non titulaires de la fonction publique et aux ouvriers d'État) (voir ANNEXE I).

1.1.2. Pour le personnel militaire, par les articles 15 et 16 de la loi 2005-270 du 24 mars 2005, portant statut général des militaires, qui reprennent les dispositions des articles 16, 16-1 et 24 de la loi 72-662 du 13

juillet 1972 (BOC/SC, p. 784, BOC/G, p. 1001, BOC/M, p. 950, BOC/A, p. 595) modifiée (voir ANNEXE II).

1.1.3. Pour certaines catégories de personnel civil et militaire ainsi que pour leurs conjoints, enfants et ascendants directs, par l'article 112 de la loi 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure qui prévoit des dispositions particulières (voir ANNEXE III).

1.2. Définition de la protection juridique.

La protection juridique a pour objet de protéger les agents publics contre les violences, voies de faits, injures, diffamations ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions, et de réparer le cas échéant le préjudice qui a pu en résulter. Elle permet également de protéger l'agent pénalement poursuivi pour des faits qui n'ont pas le caractère de faute personnelle.

La protection juridique traduit la volonté de l'État de défendre son collaborateur attaqué du fait de ses fonctions et de réparer le tort qui a pu lui être causé.

La protection juridique est un droit pour l'agent, une obligation pour l'État. Seul un motif tiré d'un intérêt général justifié peut fonder un refus de protection Conseil d'État (CE), 14 février 1975, Tritgen : CE, 18 mars 1994 Rimasson.

1.3. Les agents protégés.

Ont droit au bénéfice de la protection juridique les agents civils et militaires placés sous l'autorité du ministre de la défense, ainsi que les personnes relevant des dispositions de la loi 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure.

La protection juridique est due quelle que soit la position statutaire de l'agent, lorsqu'il formule sa demande. Elle est due même si l'agent est en retraite (agent civil), en retraite ou en deuxième section des officiers généraux (militaires), dès lors qu'il est poursuivi ou menacé ou subit un préjudice du fait de ses fonctions ou de celles qu'il a exercées.

La protection juridique des agents mis à la disposition d'un autre ministère ou d'un organisme public est assurée par leur autorité d'emploi.

Cette protection s'étend également aux réservistes ayant contracté un engagement spécial dans la réserve ainsi qu'aux collaborateurs bénévoles du service public. La notion jurisprudentielle de collaborateur bénévole du service public s'entend strictement (CE, 27 octobre 1961, caisse primaire de sécurité sociale c/Kormann, Rec. Ce p. 602). Le fonctionnaire civil ou le militaire relève de la collectivité publique auprès de laquelle il exerçait ses fonctions lorsque se sont produits les faits qui fondent sa demande de protection juridique, même s'il est rémunéré à la date de sa demande par une autre collectivité. (CE, 7 juin 2004, M. Sacilatti).

1.4. La protection des conjoints, enfants et ascendants directs.

La protection juridique a été progressivement étendue.

1.4.1. La loi 95-73 du 21 janvier 1995 (BOC, p. 768) d'orientation et de programmation relative à la sécurité a accordé la protection juridique aux conjoints et enfants des policiers et militaires de la gendarmerie lorsque, du fait des fonctions de leur parent ou conjoint, ils ont été victimes de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages.

1.4.2. Le bénéfice de cette mesure a ensuite été entendu par la loi du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, aux conjoints, enfants et ascendants directs des militaires de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris et du bataillon des marins pompiers de Marseille décédés dans l'exercice de leurs fonctions ou du fait de leurs fonctions à raison des faits à l'origine du décès ou pour des faits commis postérieurement au décès mais du fait des fonctions qu'exerçait l'agent décédé.

1.4.3. Enfin, l'article 15 de la loi du 24 mars 2005 portant statut général des militaires a élargi la protection juridique aux conjoints, enfants et ascendants de l'ensemble des militaires lorsque, du fait des fonctions de leur parent, conjoint ou descendant, ils sont victimes de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages.

Pour l'application de ces dispositions, on entend par conjoint, l'époux ou l'épouse.

1.5. Cas particulier.

L'article 66 de la loi n° 2002-1576 de finances rectificative pour 2002 du 30 décembre 2002 (BOC, 2003, p. 1100) dispose que « lorsque plusieurs fonctionnaires civils ou militaires sont poursuivis devant la juridiction pénale pour les mêmes faits commis à l'occasion ou dans l'exercice de leurs fonctions, la décision par laquelle l'État décide de défendre l'un d'entre eux est automatiquement applicable, dans les mêmes conditions, aux autres personnels poursuivies ».

Ces dispositions doivent se combiner avec la règle posée par l'article 11 de la loi précitée du 13 juillet 1983 et l'article 15 de la loi du 24 mars 2005 (reprenant l'article 24 de la loi du 13 juillet 1982), selon laquelle la protection juridique ne peut être accordée en cas de faute personnelle.

2. ÉTENDUE DE L'OBLIGATION DE PROTECTION JURIDIQUE.

L'État doit :

- protéger son agent des conséquences d'un acte dommageable commis dans l'exercice de ses fonctions, s'il est rattachable au service ;
- protéger son agent contre les menaces, violences, voies de fait, injures, outrages ou attaques qu'il a subis dans l'exercice de ses fonctions ;
- protéger son agent faisant l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle.

2.1. La garantie civile.

Elle est due lorsque l'agent public est poursuivi par un tiers pour faute de service devant le juge civil ou pénal, dans le cadre d'une action civile. On trouvera une présentation synthétique de l'état actuel de la jurisprudence sur la distinction entre faute personnelle et faute de service et leur combinaison éventuelle dans la décision CE, Ass 12 avril 2002 Papon.

La protection juridique comprend, dans un tel cas, pour l'État deux obligations :

2.1.1. Contester la compétence du juge judiciaire pour mettre à la charge de l'agent de l'État une réparation pécuniaire.

Le juge administratif est seul compétent pour connaître des réclamations civiles formulées par les victimes, dès lors que les faits reprochés aux agents ne revêtent pas le caractère d'une faute personnelle détachable du service. Il n'en va autrement qu'en vertu de législations spéciales, en particulier la loi 57-1424 du 31 décembre 1957 (BOC/G, 1958, p. 292, BO/A, 1958, p. 45) qui donne compétence au seul juge judiciaire, lorsque le dommage a été causé par un véhicule, ou lorsque l'État se constitue lui-même partie civile.

Le juge judiciaire n'est donc, en principe, compétent que si le dommage est dû à la faute personnelle de l'agent.

Lorsque l'agent est poursuivi, soit devant le juge civil, soit devant le juge pénal, pour une faute qu'il estime être une faute de service, il informe sans délai son autorité hiérarchique. Si celle-ci estime qu'il n'y a pas faute personnelle, elle saisit la direction régionale ou locale des commissariats dont elle relève.

La direction régionale ou locale des commissariats concernée transmet le dossier à la direction des affaires juridiques. Cette direction est, en effet, seule compétente pour demander à l'agent judiciaire du Trésor de se présenter devant le juge civil au lieu et place de l'agent poursuivi, si l'affaire relève de la compétence du juge judiciaire (il demande sa mise hors de cause).

Si le juge judiciaire n'est pas compétent, la direction des affaires juridiques demandera à l'agent judiciaire du Trésor de soulever l'incompétence de la juridiction et, au besoin, de demander au préfet d'adresser au procureur de la République un déclinatoire de compétence.

2.1.2. Prendre en charge la condamnation éventuellement prononcée.

Lorsque le juge judiciaire s'est prononcé, sans que sa compétence ait été contestée ou parce qu'il a rejeté le déclinatoire de compétence, sur une faute de service, l'administration doit prendre en charge toute condamnation civile, en remboursant l'agent.

Il lui appartient par ailleurs d'élever éventuellement le conflit en saisissant le tribunal des conflits.

2.2. La protection de l'agent victime de menaces, violences, voies de fait, injures, outrages ou diffamations.

2.2.1. Une protection particulière est assurée par le juge pénal.

Des infractions spéciales sanctionnent les attaques et menaces contre les dépositaires de l'autorité publique : la rébellion (art. 433-6 du code pénal), l'outrage (art. 433-5 du code pénal), les menaces et actes d'intimidation (art. 433-3 du code pénal).

Certaines infractions ordinaires sont dotées de peines aggravées, lorsque des agents publics en sont victimes dans l'exercice de leurs fonctions : il s'agit de la diffamation et des violences envers les dépositaires de l'autorité et de la force publiques.

2.2.2. La protection incombant à l'administration.

Les « attaques » peuvent être verbales, écrites (articles de presse, lettres, ouvrages, tracts, courriers...) ou physiques. Elles peuvent atteindre la personne des agents (coups, injures) ou leurs biens (destruction de meubles ou immeubles). Elles n'ont pas nécessairement lieu en service mais ouvrent droit à la protection si elles sont liées à la qualité d'agent de l'État ou de militaire (CA Paris 1er octobre 2004, M. Eeckoudt, n° 01PA00033). La protection juridique est due, même si le comportement de l'agent est en partie à l'origine des attaques subies (CE sec. 24 juin 1977, Dlle Deleure, Rec. CE p. 112) ou si les attaques ont cessé à la date où la demande de protection est formée par l'agent (CE sect. 16 décembre 1977, Vincent, Rec. CE p. 607), sauf si les faits sont trop anciens pour une protection efficace. CE, 21 décembre 1994, Mme Laplace.

La mise en oeuvre de la protection constitue pour l'administration une obligation (CE 14 février 1975, Teitgen, pour un fonctionnaire victime de diffamation). En la refusant sans motif d'intérêt général, l'administration engage sa responsabilité. Elle peut alors être condamnée à prendre en charge les frais de justice exposés par l'agent s'il a lui-même engagé l'action, les éventuels troubles dans ses conditions d'existence du fait du refus d'agir de l'administration, voire le préjudice moral éventuellement subi du fait de cette carence (CE 2 avril 1971, commune de Condé-sur-l'Escault). Ce, 17 mai 1995, Kalfon.

La protection due peut être mise en jeu de différentes manières, selon la situation :

- l'administration peut décider de répondre aux menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations, outrages par tous moyens appropriés : mise au point par voie de presse, protection physique par la force publique, assistance judiciaire sous forme de conseils ou de prise en charge des frais d'avocat d'une plainte devant le juge pénal, par exemple pour diffamation (CE, 28 novembre 2003, M. Sancerni n° 233466) changement de coordonnées téléphoniques aux frais de l'administration. Cette liste ne saurait être limitative car une réponse appropriée prend en compte les

caractéristiques propres à l'attaque. L'administration doit apprécier la réalité de ces attaques : elle peut refuser le bénéfice de la protection juridique au fonctionnement dont les accusations d'injures et de diffamation sont abusives et qui est lui-même à l'origine des poursuites pénales intentées contre d'autres agents auxquels cette protection a été accordée (CE, 7 juin 2004, M. Sacilotti n° 245562) ;

- l'octroi des prestations statutaires en cas de dommages corporels : frais médicaux de toutes natures (y compris le soutien psychologique), maintien de la rémunération ou de la solde, éventuelle prestation d'invalidité ;

- la réparation intégrale des préjudices matériels subis, lorsqu'il y a un lien entre ce préjudice et les fonctions exercées (CE, Ass. 6 novembre 1968, Benejam). L'obligation de réparation disparaît, toutefois, si le préjudice a été réparé par son auteur, CE Ass. 30 mars 1962, Bertaux ;

- la réparation de l'éventuel préjudice moral (CE 17 décembre 2004, Barrucq, n° 265165). L'agent doit établir la réalité de ce préjudice (CE 24 février 1995, M. Vasseur). Cette indemnisation est, en général, symbolique (1 franc dans l'affaire Jannès, CE 28 mars 1969, p. 290) ;

- l'obligation d'assistance judiciaire de l'agent. Elle peut se traduire par la prise en charge des frais de poursuite judiciaire engagés par le fonctionnaire civil ou le militaire, en particulier, les frais d'avocat dans les limites et sous les conditions mentionnées plus loin (point 4.2).

L'administration répare l'entier préjudice. Elle n'a pas cependant à se substituer à l'auteur insolvable des dommages en prenant à sa charge la condamnation civile prononcée à son encontre (CAA Lyon, 29 novembre 1999, M. Brisville, Rec. P. 351, CE 17 décembre 2004, ministère de l'intérieur c/Barrucq n° 265165). Dans un tel cas, l'agent public sera incité à déposer un recours devant la commission d'indemnisation des victimes d'infraction (CIVI), s'il remplit les conditions (notamment de revenus) lui permettant l'accès à cette procédure. La réparation du préjudice devant être entière, l'administration peut être amenée à accorder à son agent une somme ayant le même objet que celle accordée par le juge pénal mais qui ne coïncide pas nécessairement avec les dommages et intérêts demeurés impayés, car l'appréciation du juge pénal ne s'impose pas à l'administration (CE, 23 février 2005, M. Soyer n° 271748).

2.3. La protection du fonctionnaire civil et du militaire faisant l'objet de poursuites pénales.

Depuis la loi 96-1093 du 16 décembre 1996 (BOC, 1997, p. 358) modifiée, la protection juridique doit prendre en charge les frais correspondant aux poursuites pénales engagées contre un agent qui n'a pas commis de faute personnelle.

2.3.1. Cas de l'agent mis en examen.

L'État s'acquitte de son obligation :

- en délivrant des conseils juridiques à l'agent mis en cause et en l'informant de ses droits ;

- en prenant en charge les frais et honoraires du ou des avocats assurant la défense de l'agent mis en cause, selon les modalités prévues au point 4.2.

La protection juridique est refusée, lorsque les faits pour lesquels l'agent est poursuivi ont le caractère de faute personnelle.

Le principe de la présomption d'innocence énoncé à l'article 9 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen ne fait pas obstacle à ce que l'administration se fonde sur le caractère personnel de la ou des fautes qui ont conduit à l'engagement de la procédure pénale, pour rejeter la demande de protection juridique d'un agent pénalement poursuivi, sans attendre l'issue de cette dernière ou de la procédure disciplinaire. Elle doit se prononcer au vu des éléments dont elle dispose à la date de sa décision et, éventuellement, sur ceux recueillis dans le cadre de la procédure pénale (CE, 26 octobre 1998, M. Barboura ; CE, 12 février 2003, Chevalier).

L'administration peut donc se fonder, pour refuser la protection juridique, sur les conclusions des rapports d'enquête interne (en particulier, les rapports de commandement) ou sur les faits au titre desquels elle a elle-même porté plainte devant le juge pénal (CE, 10 février 2004, ordonnance de référé, n° 263664).

La circonstance que ces éléments aient été versés au dossier d'instruction ne fait pas obstacle à leur utilisation par l'administration pour motiver un refus de la protection juridique ou l'engagement d'une procédure disciplinaire. L'autorisation du juge n'a pas à être sollicitée, lorsque les documents utilisés appartiennent à l'administration.

2.3.2. Cas du témoin.

Un agent entendu comme témoin par la gendarmerie ou un service de police judiciaire dans le cadre d'une enquête préliminaire ou par un juge d'instruction ou une juridiction pénale, n'a pas droit en principe à la protection juridique, dès lors qu'il n'est pas poursuivi.

Le code de procédure pénale (CPP) ne prévoit pas d'ailleurs qu'une personne entendue comme témoin ou citée à comparaître comme témoin devant une juridiction pénale soit assistée d'un avocat (art. 62 et 78 du CPP). La procédure d'audition peut cependant inquiéter l'agent convoqué, peu familier de la procédure pénale. On veillera, dans un tel cas, à lui fournir conseils et informations en matière de procédure pénale et de droit pénal, dispensés par l'intermédiaire de la direction des affaires juridiques ou des directions régionales ou locales des commissariats.

Dans des cas exceptionnels soumis à l'appréciation de la direction des affaires juridiques, qui tiennent à la nature des faits ou à la qualité des personnes entendues, elle peut comprendre l'assistance d'un avocat.

2.3.3. Cas du témoin assisté.

L'article 113.2 du code de procédure pénale prévoit que le témoin peut demander à être entendu en qualité de témoin assisté. Il bénéficie alors du droit à être assisté par un avocat (art. 113.3 du CPP).

La protection juridique peut être accordée dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que dans le cas précédent.

2.4. Cas particulier des demandes résultant d'accidents de la circulation en service.

Les dommages résultant d'un accident de circulation en service sont intégralement pris en charge par l'État (vêtements, dégâts matériels, etc.) comme pour tout accident de service.

Les blessures ouvrent droit à la prise en charge des frais hospitaliers ou médicaux. Les éventuelles séquelles dont est victime l'agent font l'objet de réparations pécuniaires au titre des pensions militaires d'invalidité ou, pour le personnel civil, ouvrent droit à une allocation temporaire d'invalidité et, le cas échéant, à une rente d'invalidité.

Il arrive que l'agent souhaite porter plainte contre l'auteur de l'accident et se constituer partie civile pour faire valoir les demandes de réparation pécuniaire devant le juge pénal. Il n'est pas possible d'accorder la protection juridique à une telle action. En effet, les victimes d'accidents de la circulation ne peuvent pas bénéficier de la protection juridique lorsqu'ils ne sont pas victimes de menaces ou d'attaques volontaires au sens des dispositions de l'article 11 de la loi de 1983 et de celles de l'article 15 du statut général des militaires issu de la loi du 24 mars 2005 (ancien article 24 de la loi du 13 juillet 1972). L'accident est, en effet, involontaire : son auteur n'entendait pas « attaquer » l'agent civil ou le militaire (CE, 9 mai 2005, Mme Afflard).

On rappelle que lorsque l'agent confronté au conducteur auteur de l'accident et à la compagnie d'assurance de ce dernier, estime devoir faire assurer la défense de ses intérêts par un avocat, il peut demander au juge pénal, en application des dispositions de l'article 700 du nouveau code de procédure civile et des articles 375, 475-1 et 512 du code de procédure pénale, de condamner la partie adverse à prendre en charge les frais d'avocat qu'il a exposés pour sa défense.

Des dispositions particulières sont prévues par la loi 85-677 du 05 juillet 1985 (BOC, 1986, p. 2461) modifiée, tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation.

3. PROCÉDURE.

3.1. La demande.

3.1.1. *Formulation.*

La demande de protection juridique est écrite, datée et signée. Elle est rédigée par la personne qui la demande ou, si elle en est empêchée, par un tiers.

Dans les cas prévus par la loi du 18 mars 2003, si la victime est mineure, la demande de protection juridique doit être faite par la personne qui exerce l'autorité parentale.

La demande de protection juridique doit être motivée et préciser la nature et les circonstances exactes des faits pour lesquels elle est sollicitée (modèle en ANNEXE IV). En cas de convocation devant le juge, copie de la convocation sera jointe à la demande.

3.1.2. *Transmission.*

La demande écrite est transmise par la voie hiérarchique aux directions régionales ou locales des commissariats. Sont joints à cette demande les avis hiérarchiques et, en particulier, les éléments de fait précisant la nature de la faute pour laquelle l'agent est éventuellement poursuivi.

Dès qu'elles sont saisies, les directions régionales ou locales des commissariats accusent réception de la demande par simple lettre. Cette lettre doit indiquer le délai à l'issue duquel naît une décision implicite de rejet (deux mois à compter de la réception) et les voies et délais de recours (modèle en ANNEXE V).

Cette demande est instruite par la direction régionale ou locale du commissariat organiquement compétente.

En cas d'urgence, la demande peut être transmise par tout moyen : télécopie ou courrier.

3.2. Décision du ministre.

Le décret 99-164 du 08 mars 1999 (mention au BOC, p. 1940) modifié, fixant les attributions et l'organisation du secrétariat général pour l'administration du ministère de la défense prévoit, dans son article 23, que la direction des affaires juridiques « a en charge la protection des agents de l'État prévue aux articles 16 et 24 de la loi 72-662 du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires et 11 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ».

3.2.1. *Compétence.*

L'article 2 du décret 91-687 du 14 juillet 1991 (BOC, p. 2549) modifié, fixant les attributions des services du commissariat, prévoit que dans les conditions fixées par un arrêté du ministre de la défense, les services du commissariat assurent pour le compte de la direction des affaires juridiques, la protection juridique des agents militaires et civils du ministère de la défense prévue à l'article 15 de la loi du 24 mars 2005, portant statut général des militaires (reprenant les dispositions des articles 16 et 24 de la loi 72-662 du 13 juillet 1972), et 11 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires.

L'arrêté du 11 mars 2003 (BOC, p. 2818) a donné délégation de signature aux directions régionales ou locales des commissariats en métropole pour se prononcer sur les demandes de protection juridique. Celles-ci adressent à la direction des affaires juridiques les demandes de protection qui leur paraissent soit de nature à être rejetées, soit se situer hors du champ d'application des articles 15 de la loi du 24 mars 2005 et 11 de la loi du 13 juillet 1983 précitées. Seule la direction des affaires juridiques peut prononcer un refus de protection

juridique. La décision de refus est motivée. En outre, la direction des affaires juridiques se prononce :

- sur les demandes présentées par les requérants stationnés ou domiciliés outre-mer ou à l'étranger ;
- sur celles qui, compte tenu de l'importance de l'affaire ou de la qualité de leur auteur, lui sont soit directement soumises par les demandeurs, soit transmises par les directions régionales et locales des commissariats.

3.2.2. Recours contre une décision de refus ou d'octroi partiel de la protection juridique.

Une décision de refus de la protection juridique ou d'octroi selon les modalités déterminées, est un acte susceptible de recours pour excès de pouvoir devant le juge administratif.

Toutefois, les recours formés contre une telle décision par les militaires en activité de service, en retraite ou servant au titre de la réserve ainsi que ceux formés par les officiers généraux et assimilés en première ou en deuxième section doivent être préalablement soumis à la commission des recours des militaires instituée par le décret 2001-407 du 07 mai 2001 (BOC, p. 2501) organisant la procédure de recours administratif préalable aux recours contentieux formés à l'encontre d'actes relatifs à la situation personnelle des militaires.

La décision devra donc comporter la mention suivante :

« Cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par l'article premier du décret 2001-407 du 07 mai 2001 , dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente ».

Pour les agents civils et pour les personnes qui ont formulé une demande de protection juridique au titre des dispositions de l'article 112 de la loi du 18 mars 2003 ou de l'article 15 de la loi du 24 mars 2005, le recours sera directement présenté devant le juge administratif.

3.2.3. Notification de la décision.

La décision d'octroi ou de refus de protection juridique est notifiée à l'agent par simple lettre. Une copie de cette décision est adressée à l'armée ou au service dont relève le destinataire.

Cependant la décision de refus sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception dans tous les cas où l'intéressé n'est plus en poste (retraités, ayants droit, agents en congé).

4. RELATIONS ENTRE L'ADMINISTRATION ET L'AVOCAT.

4.1. Choix de l'avocat.

L'agent est libre du choix de son avocat. Il peut, sur sa demande, lui être fourni la liste des avocats qui représentent les intérêts de l'agent judiciaire du Trésor.

Son attention devra cependant être attirée sur le fait que ce choix n'implique pas l'obligation pour l'administration de verser l'intégralité des honoraires dus, si leur montant est manifestement excessif (voir point 4.2).

Lorsque dans une même affaire, plusieurs agents ont demandé et obtenu la protection juridique, l'administration devra s'assurer, si ces agents souhaitent bénéficier des services d'un même avocat, qu'il n'existe pas, entre eux, de conflit d'intérêts.

Si tel paraît être le cas, les agents devront être incités à recourir à des avocats différents.

L'assistance d'un avocat spécialisé peut être exceptionnellement accordée à l'agent à sa demande, même s'il dispose déjà d'un avocat, lorsque l'affaire est complexe et nécessite des compétences particulières. Tel peut être en particulier le cas des poursuites exercées à la suite d'accidents maritimes ou aériens. L'avis de la direction des affaires juridiques sera sollicité sur de telles demandes.

4.2. Prise en charge des honoraires et frais de l'avocat.

Une convention d'honoraires et de frais est négocié et conclue avec chaque avocat, sauf pour les affaires jugées selon la procédure de comparution immédiate, dès l'octroi de la protection juridique. Dans la mesure du possible, on s'inspirera du montant des honoraires alloués aux avocats de l'agent judiciaire du Trésor dans des affaires comparables, en tenant compte des pratiques locales et de la complexité de l'affaire.

Cependant, il incombe à l'administration de contrôler si l'agent n'a pas engagé de dépenses excessives au regard de l'action qu'il a introduite (CE, 2 avril 2003, M. Chantalou). Elle peut, à ce titre, refuser de prendre en charge une partie des honoraires et frais engagés. Tel peut être le cas lorsque les tarifs horaires n'ont pas été préalablement agréés par l'administration ou lorsque le nombre d'heures facturées n'apparaît pas conforme aux nécessités de la défense (diligences inutiles). Les honoraires seront, sauf exception justifiée, payés après service fait. Des paiements partiels sont possibles, à mesure des travaux réalisés.

Les frais, autres que d'honoraires, sont pris en charge sur justificatifs (voir point 5).

L'avocat tient l'administration régulièrement informée du déroulement de la procédure pour laquelle il a été désigné.

Avant d'exercer un recours en appel ou un pourvoi en cassation, l'avocat recueille l'accord de l'administration pour la prise en charge de ces nouveaux frais.

Tout différend avec un avocat est soumis sans délai à la direction des affaires juridiques (cellule « protection juridique ») qui peut décider, si le litige persiste, d'engager une procédure de taxation d'honoraires.

5. FRAIS EXPOSÉS PAR L'AGENT.

5.1. Frais de déplacement.

Lorsqu'un agent bénéficie de la protection juridique, l'administration prend à sa charge l'ensemble des frais liés aux déplacements que cet agent entreprend pour assurer la défense de ses intérêts ou, lorsqu'il fait l'objet de poursuites pénales, pour déférer aux convocations des services enquêteurs ou du juge pénal. Les agents qui se sont constitués partie civile devant le juge pénal ont droit (art. R. 123 du code de procédure pénale) à une indemnité de comparution, à des frais de voyage et à une indemnité journalière de séjour. Ils doivent accomplir devant la juridiction judiciaire les diligences nécessaires. Ce n'est qu'en cas d'échec de cette démarche qu'ils solliciteront la cellule protection juridique.

Les frais liés au déplacement comprennent le transport et, éventuellement, les repas et les découchés ainsi que les frais divers qui ont pu être engagés (frais de téléphone, de télécopie, etc.) par cet agent.

Le remboursement de ces frais se fait sur présentation des pièces justificatives.

Avant sa mise en route, l'intéressé est avisé que les conditions de transport, d'hébergement et de repas permettant le remboursement de ces frais sont les mêmes que celles des agents de l'État dans le cadre des missions à l'extérieur de leur organisme d'affectation.

La prise en charge de ces frais se fait au titre du chapitre 37.91, article 11, paragraphe 10 [à partir du 1er janvier 2006, elle se fera dans le cadre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF)] dans les conditions suivantes :

- pour son transport, l'agent doit emprunter le moyen de transport lui permettant de se rendre dans les meilleurs délais à sa convocation, ce qui implique la possibilité de voyager par avion. Les fonctionnaires de catégorie A et les officiers ou assimilés, lorsqu'ils se déplacent par voie ferrée, sont autorisés à voyager en première classe (place assise ou couchette) ;

- pour l'hébergement, en cas de séjour prolongé, l'agent est logé dans un hôtel d'une catégorie lui permettant de disposer au minimum d'une ligne téléphonique, d'une ligne de télécopie et d'une pièce isolée pour pouvoir s'entretenir avec son avocat ;

- pour les repas, sauf en cas de circonstances locales particulières laissées à l'appréciation de l'administration, le montant de chacun d'eux n'excède pas, pour le personnel en retraite ou en deuxième section, le montant des indemnités versées au personnel en activité de service.

Lorsque l'agent se rend dans une ville où existe un cercle mess, il est invité à utiliser en priorité cette facilité.

L'administration peut également, si l'agent le souhaite ou si le déplacement s'avère important (trajet métropole outre-mer par exemple), organiser le déplacement de ce dernier en liaison avec une agence de voyages qui adressera alors directement la facture à l'administration.

5.2. Frais d'expertise.

Les frais d'expertise ordonnées par justice ou dont la nécessité est reconnue par l'administration sont pris en charge, sur présentation de justificatifs, au titre de la protection juridique.

Tel est le cas, en particulier, lorsqu'en application des dispositions de l'article 269 du code de procédure civile, le juge qui ordonne l'expertise fixe, lors de la nomination de l'expert ou dès qu'il est en mesure de le faire, le montant d'une provision à valoir sur la rémunération de l'expert et invite l'agent de l'administration à consigner une provision au greffe de la juridiction.

5.3. Frais de consignation.

Lorsqu'un agent se constitue partie civile en l'absence d'action pénale ouverte par le procureur de la République, il peut, en application des dispositions de l'article 88 du code de procédure pénale, être invité à consigner une somme d'argent dont le montant est fixé par le juge ou le tribunal sous peine de voir sa plainte déclarée irrecevable. Cette consignation est destinée à garantir le paiement de l'amende civile qui pourrait être mise à la charge du plaignant si sa constitution de partie civile venait à être déclarée abusive ou dilatoire par le tribunal. Elle est prise en charge dans le cadre de la protection juridique sur présentation de justificatifs.

Lorsque la somme consignée est remboursée, l'agent est tenu de la reverser à l'administration si celle-ci lui en avait fait l'avance.

5.4. Détention provisoire et cautionnement.

Lorsqu'un agent pénalement poursuivi, placé en détention provisoire, est remis en liberté après avoir fourni un cautionnement pour garantir sa représentation en justice, ce cautionnement, eu égard à sa nature même, ne peut être pris en charge au titre de la protection juridique.

5.5. Sanctions pénales de nature pécuniaire.

Eu égard à sa nature personnelle, une sanction pénale pécuniaire ne peut pas être légalement prise en charge au titre de la protection juridique, même si elle sanctionne une faute ayant le caractère de faute de service.

5.6. Frais irrépétibles.

On appelle frais irrépétibles, les frais de justice qui ne sont pas compris dans les dépens (*ex.* : honoraires d'avocat) et qui sont en principe à la charge de chacune des parties au procès.

5.6.1. Frais auxquels l'agent a été condamné.

L'administration prend en charge les frais non compris dans les dépens que l'agent bénéficiaire de la protection juridique a été condamné à payer par le juge civil, lorsque le conflit n'a pas été élevé.

Il en est de même lorsque l'agent a été condamné au pénal pour une faute ayant le caractère de faute de service (CE 17 mars 1999, M. Lalanne-Berdouticq, n° 196344) : dans un tel cas, l'administration doit prendre à sa charge les frais irrépétibles mis à la charge de l'agent, mais non la sanction pénale pécuniaire.

5.6.2. Frais dont l'agent est bénéficiaire.

L'avocat veillera à demander pour son client le bénéfice des dispositions des articles 700 du code de procédure civile, 375 et 475-1 du code de procédure pénale pour un montant égal à la totalité des honoraires demandés.

Leur montant fera l'objet d'un reversement à l'administration par l'agent ou son avocat.

6. PROTECTION JURIDIQUE EN CAS DE RECOURS EN APPEL OU DE POURVOI EN CASSATION.

La protection juridique est due à l'agent de l'État qui fait l'objet de poursuites pénales, sauf s'il est établi que l'intéressé a commis une faute personnelle. L'existence d'une faute personnelle peut ressortir des faits constatés par le juge dès la première instance.

L'agent qui souhaite faire appel et continuer à bénéficier de la protection juridique doit en faire la demande. Il en est de même lorsque l'agent désire introduire un pourvoi en cassation. Il appartient en effet à l'administration d'apprécier dans tous les cas si les instances engagées par l'intéressé sont appropriées à l'objectif de défense recherché et si leur objet est conforme aux dispositions régissant la protection juridique [cour administrative d'appel (CAA) Paris, 26 juin 2003, Mlle G et SGEN n° 02PA04278]. La demande est à adresser au ministre via la direction régionale ou locale du commissariat (bureaux locaux du contentieux et des dommages) en s'affranchissant de la voie hiérarchique.

Cette demande est traitée suivant les modalités exposées au point 3 ci-dessus.

7. ACTION RÉCURSOIRE.

Dès qu'il a connaissance d'une décision de justice (jugement, arrêt d'appel, voire arrêt de cassation) rendue dans l'affaire pour laquelle il a bénéficié de la protection juridique, l'agent ou, le cas échéant, son avocat, doit en adresser copie sans délai à l'autorité qui lui a accordé la protection juridique.

S'il apparaît qu'une faute personnelle est à l'origine de la condamnation d'un agent auquel l'administration avait accordé la protection juridique, la protection juridique lui est retirée (CAA Lyon, 15 juillet 2003 M.D.). L'administration engage alors une action récursoire contre l'agent en lui demandant le remboursement des sommes qu'elle a engagées pour sa défense.

Lorsque la protection juridique a été accordée par les directions régionales ou locales des commissariats à un agent dont il s'avère ultérieurement qu'il a commis une faute personnelle, son dossier est adressé sans délai à la direction des affaires juridiques, seule compétente pour retirer la protection juridique dont il a bénéficié.

8. OCTROI À TITRE RÉTROACTIF.

La protection juridique peut être accordée à titre rétroactif, en particulier lorsqu'elle avait été refusée pour une faute personnelle dont l'inexistence est ensuite établie. Cette inexistence peut être établie par un jugement pénal définitif, considérant avec certitude que les faits reprochés n'ont pas été commis (CE, 4 mai 1979, ministère du travail c/Sidef - Rec ; CE, p. 846). Tel n'est pas le cas lorsque le juge pénal prononce une relaxe pour prescription ou parce qu'il estime seulement que les faits reprochés ne sont pas assez établis (CE, 14 avril 1955, commune de Tourcoing). Il appartient alors à l'administration, sous le contrôle du juge, d'apprécier la réalité de la faute personnelle.

9. RÔLE DES DIRECTIONS RÉGIONALES ET LOCALES DES COMMISSARIATS.

En application des dispositions de l'article 2 du décret 91-687 du 14 juillet 1991 , les directions régionales et locales des commissariats assurent la protection juridique des agents militaires et civils du ministère de la défense prévue à l'article 15 de la loi du 24 mars 2005, portant statut général des militaires et à l'article 11 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Dans ce cadre législatif, elles ont pour mission :

- d'instruire les demandes de protection juridique qui leur sont adressées ;
- de transmettre à la direction des affaires juridiques les demandes de protection qui leur paraissent soit de nature à être rejetées, soit se situer hors du champ d'application de l'article 15 de la loi du 24 mars 2005 et 11 de la loi du 13 juillet 1983 ;
- d'accorder, par délégation de signature du ministre, le bénéfice de la protection juridique ;
- d'établir une convention d'honoraires avec l'avocat choisi par l'agent de l'État hormis pour les affaires jugées selon la procédure de comparution immédiate ;
- d'assurer le suivi des affaires, de conseiller et d'aider les agents de l'État ou leurs ayants droit dans leurs démarches ;
- de vérifier la réalité des préjudices subis, les estimer dans leur intégralité, les réparer et d'exercer à l'encontre de l'auteur du dommage une action récursoire pour récupérer la totalité des sommes versées ;
- d'assurer le paiement des honoraires d'avocat et frais d'expertise, et plus généralement tous frais engagés ;
- de récupérer le montant des frais irrépétibles et éventuellement le montant des dépens ;
- de rendre compte à la direction des affaires juridiques des éventuelles difficultés rencontrées pour la mise en oeuvre de la protection juridique et de la tenir informée de l'activité à travers le compte rendu trimestriel et le bilan annuel.

10. RÔLE DE LA CELLULE PROTECTION JURIDIQUE.

L'application de l'ensemble des mesures relatives à la protection juridique relève de la compétence de la direction des affaires juridiques. En son sein, une cellule « protection juridique » est spécialement constituée à cet effet qui peut être, à tout moment et, en particulier, en cas d'urgence, saisie directement. Cette cellule travaille en relation avec les états-majors, directions et services. Elle s'adjoit selon les besoins des agents, toute compétence utile, grâce notamment à un réseau d'experts publics ou privés auxquels elle fait appel.

La direction des affaires juridiques a pour mission :

- d'informer et conseiller, sur leur demande, les direction régionales ou locales des commissariats dans leur action de protection juridique ;
- d'organiser, à cet effet, toute réunion utile avec les états-majors, directions et services ;
- de recevoir, sur sa demande, tout agent du ministère qui estime avoir besoin de conseils en matière de protection juridique ;
- d'organiser des conférences de sensibilisation du personnel au sein des différentes formations des armées et services ;

- d'instruire les demandes de protection juridique qui lui sont adressées soit par un agent, soit par une direction régionale ou locale des commissariats ;
- de participer ou d'organiser toute action de formation utile à la connaissance par les agents civils et militaires de leurs obligations professionnelles et déontologiques ;
- de réaliser le dialogue de gestion en matière de protection juridique à partir des éléments fournis par les directions régionales et locales.

La ministre de la défense,

Michèle ALLIOT-MARIE.

ANNEXE I.
TEXTES RELATIFS À LA PROTECTION JURIDIQUE DU PERSONNEL CIVIL.

Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires.

Article 11.

« Les fonctionnaires bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la collectivité publique dont ils dépendent, conformément aux règles fixées par le code pénal et les lois spéciales.

Lorsqu'un fonctionnaire a été poursuivi par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé, la collectivité publique doit, dans la mesure où une faute personnelle détachable de l'exercice de ses fonctions n'est pas imputable à ce fonctionnaire, le couvrir des condamnations civiles prononcées contre lui.

La collectivité publique est tenue de protéger les fonctionnaires contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions, et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

La collectivité publique est tenue d'accorder sa protection au fonctionnaire ou à l'ancien fonctionnaire dans le cas où il fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle (loi 96-1093 du 16 décembre 1996 , art. 50-1).

La collectivité publique est subrogée aux droits de la victime pour obtenir des auteurs des menaces ou attaques la restitution des sommes versées au fonctionnaire intéressé. Elle dispose en outre, aux mêmes fins, d'une action directe qu'elle peut exercer au besoin pour voie de constitution de partie civile devant la juridiction pénale.

Les dispositions du présent article sont applicables aux agents publics non titulaires (loi 96-1093 du 16 décembre 1996 , art. 50-II). »

Article 11 bis.

« Sous réserve des dispositions du quatrième alinéa de l'article 121-3 du code pénal, les fonctionnaires et les agents non titulaires de droit public ne peuvent être condamnés sur le fondement du troisième alinéa de ce même article pour des faits non intentionnels commis dans l'exercice de leurs fonctions que s'il est établi qu'ils n'ont pas accompli les diligences normales compte tenu de leurs compétences, du pouvoir et des moyens dont ils disposaient ainsi que des difficultés propres aux missions que la loi leur confie (loi 96-1093 du 16 décembre 1996 , modifiée par la loi du 10 juillet 2000). »

ANNEXE II.
TEXTES RELATIFS À LA PROTECTION JURIDIQUE DU PERSONNEL MILITAIRE.

Loi n° 2005-270 du 24 mars 2005, portant statut général des militaires.

Article 15.

« Les militaires sont protégés par le code pénal et les lois spéciales contre les menaces, violences, outrages, injures ou diffamations dont ils peuvent être l'objet.

L'État est tenu de les protéger contre les menaces et attaques dont ils peuvent être l'objet à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté. Il est subrogé aux droits de la victime pour obtenir des auteurs des menaces ou attaques la restitution des sommes versées aux victimes.

Il peut exercer, aux mêmes fins, une action directe, au besoin par voie de constitution de partie civile, devant la juridiction pénale.

L'État est également tenu d'accorder sa protection au militaire dans le cas où il fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle (loi 97-1019 du 28 octobre 1997).

En cas de poursuites exercées par un tiers contre des militaires pour faute de service sans que le conflit d'attribution ait été élevé, l'État doit, dans la mesure où aucune faute détachable de l'exercice des fonctions n'a été commise, les couvrir des condamnations civiles prononcées contre eux.

Les conjoints, enfants et ascendants directs des militaires bénéficient de la protection de l'État lorsque, du fait des fonctions de ces derniers, ils sont victimes de menaces, violences, voies de faits, injures, diffamations ou outrages. »

Article 16.

« Sous réserve des dispositions du quatrième alinéa de l'article 121-3 du code pénal, les militaires ne peuvent être condamnés sur le fondement du troisième alinéa de ce même article que pour des faits non intentionnels commis dans l'exercice de leurs fonctions que s'il est établi qu'ils n'ont pas accompli les diligences normales compte tenu de leurs compétences, du pouvoir et des moyens dont ils disposaient ainsi que des difficultés propres aux missions que la loi leur confie. »

ANNEXE III.
LOI N O 2003-239 DU 18 MARS 2003 POUR LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE.

Article 112.

I. La protection dont bénéficient les membres du corps préfectoral et du cadre national des préfectures, les fonctionnaires de la police nationale, les adjoints de sécurité, les agents de surveillance de Paris, les agents de la ville de Paris visés à l'article L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales, les agents des services de l'administration pénitentiaire, les agents des douanes, les sapeurs-pompiers professionnels, les médecins civils de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et du bataillon des marins-pompiers de Marseille ainsi que les agents de la police municipale et les gardes champêtres, en vertu de l'article 11 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et les militaires de la gendarmerie nationale, de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, du bataillon des marins-pompiers de Marseille et les unités d'instruction et d'intervention de la sécurité civile, en vertu des articles 16 et 24 de la loi 72-662 du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires, couvre les préjudices qu'ils subissent à l'occasion ou du fait de leurs fonctions.

La protection prévue à l'alinéa précédent bénéficie également aux agents des services du Trésor public, des services fiscaux, des services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, des directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, dans l'exercice de leurs missions de sécurité intérieure, ainsi qu'aux sapeurs-pompiers volontaires et aux volontaires civils de la sécurité civile.

Elle est étendue aux conjoints, enfants et ascendants directs de l'ensemble des personnes visées aux deux alinéas précédents lorsque, du fait des fonctions de ces dernières, ils sont victimes de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages.

Elle peut être accordée, sur leur demande, aux conjoints, enfants et ascendants directs des membres du corps préfectoral et du cadre national des préfectures, des fonctionnaires de la police nationale, des adjoints de sécurité, des agents de surveillance de Paris, des agents de la ville de Paris visés à l'article L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales, des agents des services de l'administration pénitentiaire, des agents des douanes, des gardes champêtres ainsi que des agents de la police municipale ainsi que des militaires de la gendarmerie nationale, de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et du bataillon des marins-pompiers de Marseille ainsi que des unités d'instruction et d'intervention de la sécurité civile et des sapeurs-pompiers professionnels ou volontaires, des médecins civils de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris et du bataillon des marins-pompiers de Marseille et des volontaires civils de la sécurité civile décédés dans l'exercice de leurs fonctions ou du fait de leurs fonctions, à raison des faits à l'origine du décès ou pour des faits commis postérieurement au décès mais du fait des fonctions qu'exerçait l'agent décédé.

II. Les articles 20 et 30 ainsi que le deuxième alinéa du I de l'article 36 de la loi 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité sont abrogés.

ANNEXE IV.
MODÈLE DE DEMANDE DE PROTECTION JURIDIQUE.

Figure 1. Modèle de demande de protection juridique.

A _____, le _____

Le (grade, nom, prénom)
du (unité d'affectation)
à
Monsieur le ministre de la défense
(voie hiérarchique)

Objet : Demande de protection juridique.

Référence : Article n° _____ de la loi n° _____

J'ai l'honneur de vous rendre compte :

que je suis cité à comparaître le (jour, mois, année) à (heure) chez M. _____, juge
d'instruction auprès du tribunal de grande instance de _____ aux fins d'être mis
en examen pour _____, fait prévu et réprimé par _____

ou

que j'ai déposé plainte et déclare me constituer partie civile contre M. _____,
pour _____, fait prévu et réprimé par _____.

Cette convocation (ou plainte) fait suite à (description précise des faits pour lesquels l'intéressé
est poursuivi ou demande réparation du préjudice subi).

J'ai l'honneur de vous demander en conséquence de bien vouloir m'accorder le bénéfice de
la protection juridique.

Signature,

ANNEXE V.
MODÈLE D'ACCUSÉ RÉCEPTION.

A , le .

Madame, Monsieur,

Par lettre en date du , vous avez demandé à bénéficier des dispositions statutaires relatives à la protection juridique à la suite de .

Mes services font diligence pour instruire votre demande, notamment en sollicitant l'avis de (direction ou armée de l'agent ou la direction des affaires juridiques).

La date du , date de réception de votre courrier à la (direction destinataire de la demande), constitue le point de départ du délai de deux mois, au terme duquel le silence conservé par l'administration vaut décision implicite de rejet.

Vous disposerez alors d'un nouveau délai de deux mois pour contester cette décision implicite.

1. Devant la commission instituée par l'article premier du décret n° 2001-407 du 7 mai 2001 dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente (personnel militaire).

Ou

2. Devant la juridiction administrative compétente (personnel civil).

Veillez agréer, (Madame ou Monsieur), l'expression de mes sentiments les meilleurs.

ANNEXE VI.
MODÈLE DE CONVENTION D'HONORAIRES ET DE FRAIS D'AVOCAT.

Entre :

l'État (ministre de la défense) représenté par (prénoms, nom et qualité du signataire),

d'une part,

maître (prénom et nom), avocat au barreau de (ville), intervenant au titre du cabinet (préciser la nature juridique de la société d'avocat),

d'autre part,

Vu la décision du (date) accordant la protection juridique à M. (nom de l'agent),

Il est convenu ce qui suit :

Art. 1er. Maître (prénom, nom) assurera devant la juridiction compétente la défense des intérêts de (prénom, nom et qualité de l'agent bénéficiaire de la protection juridique), mis en examen (ou témoin assisté) ou victime à la suite de (rappeler les circonstances qui ont conduit à la poursuite de l'agent ou les faits qui ont conduit l'agent à porter plainte).

Maître (prénom, nom) pourra se faire assister par des collaborateurs de son cabinet.

Art. 2. Maître (prénom, nom) recevra pour le travail effectué des honoraires dont le taux horaire est fixé à (somme en chiffres et en lettres) euros hors taxe, auquel s'ajoute la TVA au taux en vigueur à la date d'exigibilité de chaque paiement.

Le taux horaire des collaborateurs est fixé à (somme en chiffres et en lettres) euros hors taxe auquel s'ajoute la TVA au taux en vigueur.

Maître (prénom, nom) adressera tous les deux mois au département de la défense le relevé de ses activités avec un décompte horaire précis.

Les factures ne seront payées qu'après le service fait et en l'absence d'observations de la part de l'agent.

Art. 3. Les frais exposés dans l'intérêt de l'affaire tels que les frais d'huissier, les frais de déplacement, d'hébergement, de téléphone et de télécopie, copie de pièces, etc., seront remboursés sur justifications.

Art. 4. Les dépenses correspondant aux honoraires et frais évoqués ci-dessus seront imputées sur les crédits budgétaires de la loi organique relative aux lois de finances.

Le règlement sera effectué à (préciser la nature juridique de la société d'avocat et indiquer le nom et le numéro de l'organisme à créditer).

Le comptable assignataire chargé du règlement est le payeur général du Trésor.

Art. 5. Maître (prénom, nom) veillera à demander pour son client la condamnation de la partie perdante aux frais mentionnés aux articles 700 du code de procédure civile, 375 et 475-1 du code de procédure pénale pour le montant total des honoraires facturés ; le montant de cette condamnation s'imputera sur les honoraires demandés à l'administration.

Art. 6. La prise en charge, au titre de la protection juridique, des frais engagés en appel et en cassation est soumise à l'accord préalable de l'administration.

Art. 7. Tout différend relatif à l'application de la présente convention sera soumis au directeur des affaires juridiques du ministère de la défense.

Art. 8. Maître (prénom, nom) s'engage à ne demander à (prénom, nom de l'agent qui bénéficie de la protection juridique) aucune prestation monétaire à quelque titre que ce soit.

Fait à _____, le _____.

Le ministre de la défense,

Maître (prénom, nom),

Copie de la présente convention est adressée à l'agent bénéficiaire de la protection juridique.

ANNEXE VII.
MODÈLE D'OCTROI DE LA PROTECTION JURIDIQUE.

LA MINISTRE DE LA DÉFENSE,

Vu la loi 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée (1), portant statut général des militaires et, notamment, son article 24 qui prévoit, dans son quatrième alinéa, que « l'État est également tenu d'accorder sa protection au militaire dans le cas où il fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle » ;

Ou à compter du 1er juillet 2005 :

Vu la loi 2005-270 du 24 mars 2005 (1), portant statut général des militaires et, notamment, son article 15 qui prévoit, dans son quatrième alinéa, que « l'État est également tenu d'accorder sa protection au militaire dans le cas où il fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle » ;

Vu la demande formulée le (date de la demande) par le (grade, nom, prénom), enregistrée le (date d'enregistrement de la demande) et l'avis de la (direction ou armée de l'agent) en date du ;

Considérant que le (grade, nom, prénom) est cité à comparaître devant le tribunal correctionnel de ;

Considérant qu'en l'état actuel du dossier, aucune faute personnelle n'a été relevée contre cet agent,

DÉCIDE :

La protection juridique est accordée au (grade, nom, prénom)

Toute décision d'octroi de la protection juridique, l'État serait fondé à demander le remboursement des sommes engagées si l'existence d'une faute personnelle était ultérieurement établie.

Personnel militaire.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par l'article premier du décret 2001-407 du 07 mai 2001 dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Personnel civil.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

(1) Visa du texte sera adapté à la qualité et à la situation de l'agent.